



Assemblée générale

Distr. générale
4 juin 2025

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-neuvième session

16 juin-11 juillet 2025

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Exposé écrit* présenté conjointement par Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme, Africa Culture Internationale, African Centre for Democracy and Human Rights Studies, Association apprentissage sans frontieres, Association Dunenyo, Association PANAFRICA, Catholic International Education Office, Centre du Commerce International pour le Développement., Comité International pour le Respect et l'Application de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CIRAC), Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA), Espace Afrique International, Guinee Humanitaire, Health and Environment Program (HEP), Himalayan Research and Cultural Foundation, Institut International de l'Écologie Industrielle et de l'Économie Verte, Interfaith International, Organisation pour la Communication en Afrique et de Promotion de la Cooperation Economique Internationale - OCAPROCE Internationale, Réseau de Formation et de Recherche sur les Migrations Africaines (REFORMAF), Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[20 mai 2025]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement.



Appel pour la paix et la protection des personnes dans l'est de la République démocratique du Congo

Nous, organisations, saluons l'adoption par consensus de la résolution A/HRC/S-37/L.1 dans le cadre de la 37ème session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains dans l'est de la République démocratique du Congo du 07 février 2025, ainsi que la tenue de la réunion conjointe du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie le 08 février 2025.

Depuis le déclenchement de la guerre dans l'est de la République démocratique du Congo qui oppose le groupe armé M23 soutenu par les Forces rwandaises de défense et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et leurs alliés ; nous exprimons notre profonde préoccupation par rapport à l'aggravation systématique de la crise humanitaire qui fait beaucoup de victimes et provoque le déplacement de milliers de personnes notamment les enfants, les filles et les femmes dont certaines subissent des violences sexuelles. Selon les rapports des Nations Unies, l'attaque et l'occupation de la ville de Goma par le groupe armé M23 et les forces rwandaises de défense a fait près de 3000 morts et 2880 blessés et sans compter la destruction délibérée des infrastructures sanitaires et habitats, tueries des casques bleus des Nations Unies. Durant les affrontements, les bombardements lancés par les forces belligérantes ont touché des zones densément peuplées y compris des camps de réfugiés et de personnes déplacées.

Après la prise de Goma, le groupe armé M23 a démantelé des sites de personnes déplacées et a forcé les personnes à rentrer chez elles sans dignité ni garantie de sécurité. Le groupe armé M23 et ses alliés continuent de mener des attaques dans la province du Sud Kivu et ils viennent de prendre la ville de Bukavu. Des milliers de personnes en détresse fuient leur avancée dans la région et vivent sans aucune assistance dans des conditions de vie précaires.

Nous alertons sur le risque de la balkanisation de la République démocratique du Congo compte tenu de la complexité et de la gravité de la crise, et nous appelons toutes les parties à observer un cessez le feu immédiat afin de permettre aux organisations humanitaires de sauver des vies et aux personnes déplacées pour un retour dans un climat de sécurité et de dignité.

Nos organisations soutiennent les efforts des Nations unies, de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie pour ramener la paix et la stabilité à l'est de la République démocratique du Congo.

Au regard de la situation dramatique qui prévaut, nos organisations :

Condamnent avec la dernière énergie toutes les violations massives commises, des droits humains, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en République démocratique du Congo. En particulier, les violences sexuelles liées au conflit, les exécutions sommaires, les enlèvements, les disparitions forcées, les attaques contre les casques bleus, les défenseurs des droits humains, les journalistes ; ainsi que les bombardements des déplacés sans discernement, et l'appui tant militaire que logistique des Forces de défense rwandaise au M23 ;

Nous rappelons que les attaques contre le personnel des Nations Unies et les acteurs humanitaires constituent un crime de guerre et exhortons les autorités Congolaises de réunir les moyens pour enquêter sur tous les incidents et à traduire les principaux responsables en justice, devant les tribunaux nationaux ou internationaux ;

Nous exigeons que le Rwanda et le M23 mettent immédiatement fin à leur action d'agression contre la République démocratique du Congo ainsi qu'aux atteintes graves des droits humains et se retirent immédiatement des territoires occupés en République démocratique du Congo ;

Nous soutenons vivement la mise sur pied d'une mission indépendante d'établissement des faits sur les crimes et les graves violations des droits humains et du droit international humanitaire commis par les belligérants dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo ;

Nous nous félicitons de l'élection du nouveau Président S.E.M. Mahamoud Ali Youssouf de l'Union Africaine, et lui demandons la convocation dans un bref délai de l'organisation d'un panel extraordinaire de haut niveau sur la résolution des crises en Afrique (régions des Grands-Lacs, Soudan, Libye, les régions du Sahel, et autres) ;

Nous réaffirmons notre solidarité avec la République démocratique du Congo et attachons notre indéfectible soutien à son engagement dans sa conquête de préservation de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale ; ainsi que dans sa dynamique d'instauration de la paix et de la sécurité pour assurer et garantir une paix durable et le développement.

Africajoom Centre, Africalpha, Association d'Appui aux Femmes de l'Ituri (ASSAFI), Association Africaine de Développement (ADA), Association de Soutien de la Famille Africaine pour le Développement Durable Intégré (ASFADDI), Carrefour de Réflexion et d'action contre le Racisme Anti-Noir (CRAN), Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine (CMDP), Comité Pour les 50 Ans de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Forum de la Radiotélévision des Droits de l'Homme (FRTDH), Forum des Intellectuels Congolais (FICE)- Suisse, Organisation de la Société Civile Africaine (OSCA), Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA), Sillage Association Suisse agence Officielle de l'Union Globale et sa mission permanente, Sudan Knowledge Centre Lwati Association, Traditions et Médecine (T&M) Genève , The Network of the Independent Commission for Human Rights In North Africa (CIDH Africa), Union Inter-Africaine des Droits de l'homme (UIDH) , Université Populaire Africaine (UPAF), une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.